

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, February 5, 2026

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met with videoconference this day at 8:30 a.m. [ET] to examine and report on the independence of commercial inshore fisheries in Atlantic Canada and Quebec, and the policies and legislative tools used by the Government of Canada to preserve it, such as the Owner-Operator Policy; and, in camera, for consideration of a draft agenda (future business).

Senator Bev Busson (*Deputy Chair*) in the chair.

[*English*]

The Deputy Chair: Good morning. My name is Bev Busson, senator from British Columbia and deputy chair of this committee. I have the pleasure of chairing this meeting this morning. Should any technical challenges arise, particularly in relation to the interpretation, please signal it to me or the clerk, and we will work to resolve the matter. Before we begin, I would like the members of the committee to introduce themselves.

Senator Dhillon: Baltej Dhillon, British Columbia.

Senator C. Deacon: Colin Deacon, Nova Scotia.

Senator Ravalia: Mohamed Ravalia, Newfoundland and Labrador.

Senator Prosper: Paul Prosper, Nova Scotia, Mi'kma'ki territory.

Senator Cuzner: Rodger Cuzner, Nova Scotia.

Senator Surette: Allister Surette, Nova Scotia.

The Deputy Chair: On November 18, 2025, the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans was authorized to examine and report on the independence of commercial inshore fisheries in Atlantic Canada and Quebec, and the policies and legislative tools used by the Government of Canada to preserve it, such as the owner-operator policy.

Today, under this mandate, the committee will hear from Ian MacPherson, Executive Director of the Prince Edward Island Fishermen's Association, or PEIFA. On behalf of the committee, Mr. MacPherson, I want to welcome you here today. Thank you for coming. I understand that you will be providing a few opening remarks. Following the remarks, members of the committee will have questions for you. You have the floor.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 5 février 2026

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 8 h 30 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner, afin d'en faire rapport, l'indépendance de la pêche côtière commerciale au Canada atlantique et au Québec, ainsi que les politiques et les outils législatifs utilisés par le gouvernement du Canada pour la préserver, comme la Politique du propriétaire-exploitant; et, à huis clos, pour l'examen d'un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

La sénatrice Bev Busson (*vice-présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La vice-présidente : Bonjour. Je m'appelle Bev Busson, sénatrice de la Colombie-Britannique et vice-présidente de ce comité. J'ai le plaisir de présider la réunion de ce matin. En cas de défis techniques, en particulier en ce qui concerne l'interprétation, veuillez le signaler à la greffière ou à moi, et nous travaillerons à résoudre le problème. Avant de commencer, j'aimerais inviter les membres du comité à se présenter.

Le sénateur Dhillon : Baltej Dhillon, de la Colombie-Britannique.

Le sénateur C. Deacon : Colin Deacon, de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Ravalia : Mohamed Ravalia, de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le sénateur Prosper : Paul Prosper, de la Nouvelle-Écosse, dans le territoire Mi'kma'ki.

Le sénateur Cuzner : Rodger Cuzner, de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Surette : Allister Surette, de la Nouvelle-Écosse.

La vice-présidente : Le 18 novembre 2025, le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans a été autorisé à examiner, afin d'en faire rapport, l'indépendance de la pêche côtière commerciale au Canada atlantique et au Québec, ainsi que les politiques et les outils législatifs utilisés par le gouvernement du Canada pour la préserver, comme la Politique du propriétaire-exploitant.

Aujourd'hui, en vertu de ce mandat, le comité entendra M. Ian MacPherson, directeur général de l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard, ou PEIFA. Au nom du comité, monsieur MacPherson, je vous souhaite la bienvenue ici aujourd'hui. Merci d'être venu. Je crois comprendre que vous allez faire quelques remarques préliminaires. À la suite de celles-ci, les membres du comité auront des questions pour vous. La parole est à vous.

Ian MacPherson, Executive Director, Prince Edward Island Fishermen's Association: Thanks, Madam Chair. Before I begin, I would like to pass on regrets from our president, Captain Bobby Jenkins, who had a dental problem a few days ago that was getting worse. He had to grab the first appointment he could to remedy that situation. Captain Jenkins was planning to attend virtually.

The Prince Edward Island Fishermen's Association would like to thank the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans for the opportunity to express our views on the independence of commercial inshore fisheries. Other than protection of the resource, I can think of no other priority that is higher for our association.

Independent core fishers are the lifeblood of our coastal communities. As stated in a recent economic study by Dr. Ian Lee of Carleton University, the lobster sector alone produces impressive economic multipliers to the Maritime economy at 2.8 jobs per additional million dollars of output. However, our independence is being challenged as the fishery increases in value, making it more and more difficult for the next generation to buy into the industry they love.

In addition to the need for increased enforcement of existing regulations surrounding owner-operator legislation, we need to have new and what may be difficult discussions about what an independent owner-operator means in the future.

We must strive for greater operational efficiency in the sector, which means the modification and elimination of some outdated regulations and policies. We need better options for a retiring harvester so they can sell their operation to a family member versus being forced to sell out of the family and sometimes out of the local community.

Areas for consideration include partnerships, where we need to increase the number of traps and efficiency. Currently, the maximum is 50% in some fisheries. For sub operators, in terms of the number of days, we need a formula that is based on fishing days in the different areas. With regard to the five-year medical exemption, 52 fishing days out of 365 days should not constitute a year of medical exemption. Currently, there is a five-year maximum on this.

Licence and boat transfers can take many weeks or months. Transitional licences are something we're just starting to discuss as an industry. They would allow family members to transition control to another family member over a 10-year period without

Ian MacPherson, directeur général, Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard : Merci, madame la présidente. Avant de commencer, j'aimerais vous transmettre les salutations de notre président, le capitaine Bobby Jenkins, qui a eu un problème dentaire il y a quelques jours, qui s'aggravait. Il a dû prendre le premier rendez-vous disponible pour remédier à cette situation. Le capitaine Jenkins prévoyait de participer virtuellement.

L'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard tient à remercier le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans de lui donner l'occasion de s'exprimer sur l'indépendance de la pêche côtière commerciale. À part la protection de la ressource, je ne vois aucune autre priorité qui soit plus importante pour notre association.

Les pêcheurs indépendants sont le poumon de nos communautés côtières. Comme l'indique une récente étude économique de M. Ian Lee, Ph. D. de l'Université Carleton, le secteur du homard génère à lui seul des multiplicateurs économiques impressionnants pour l'économie des provinces maritimes, avec 2,8 emplois par million de dollars additionnel de production. Cependant, notre indépendance est mise à l'épreuve alors que la valeur de la pêche augmente, rendant de plus en plus difficile pour la prochaine génération de se lancer dans l'industrie qu'elle aime.

En plus de la nécessité de renforcer l'application des règlements existants concernant la législation sur les propriétaires-exploitants, nous devons avoir de nouvelles discussions, qui pourraient être difficiles, sur ce que signifie le statut de propriétaire-exploitant indépendant à l'avenir.

Nous devons viser une plus grande efficacité opérationnelle dans le secteur, ce qui signifie la modification et l'élimination de certaines réglementations et politiques obsolètes. Nous avons besoin de meilleures options de retraite pour les pêcheurs afin qu'ils puissent vendre leur exploitation à un membre de la famille plutôt que d'être contraints de la vendre à quelqu'un de l'extérieur de la famille et parfois en dehors de la communauté locale.

Les domaines à considérer incluent les partenariats, où nous devons augmenter le nombre de pièges et l'efficacité. Actuellement, le maximum est de 50 % dans certaines pêches. Pour les sous-exploitants, en ce qui concerne le nombre de jours, nous avons besoin d'une formule basée sur les jours de pêche dans les différentes zones. En ce qui concerne l'exemption médicale de cinq ans, 52 jours de pêche sur 365 jours ne devraient pas constituer une année d'exemption médicale. Actuellement, il y a un maximum de cinq ans à ce sujet.

Les transferts de permis et de bateau peuvent prendre de nombreuses semaines ou des mois. Les permis transitoires sont quelque chose dont nous commençons tout juste à discuter en tant qu'industrie. Ils permettraient aux membres de la famille de

relinquishing total licence control until fully transferred. This can keep a licence in a family versus a full sellout, but it must support and maintain the owner-operator policy.

Other things to consider include modification of tax policy for intergenerational transfers, modification of the tax structure if a transitional licence or something like it is adopted and an increase in capital gains to \$5 million.

Another area of concern is the concentration of ownership currently taking place in the processing sector. The industry guidelines for what triggers a review by the Competition Bureau Canada need to be revised. Large companies are buying up small operations, and, because they are single transactions, they do not trigger competition reviews.

The Prince Edward Island Fishermen's Association supports healthy and balanced competition in the marketplace that gives all parts of the supply chain an equitable and fair return; however, we do need the appropriate checks and balances in place. We feel that numerous areas are ripe for review to make our fishery more in sync with the demands of the unpredictable environment we live in.

In addition, we must support our new entrants with programs that mirror the programs available to new farmers. As producers of world-class seafood, our next generations deserve nothing less.

The Deputy Chair: Thank you very much for that. We will now turn to questions.

Senator Ravalia: Thank you very much, Mr. MacPherson. During your 2023 testimony to the Standing Committee on Fisheries and Oceans in the House of Commons for their report on foreign ownership and corporate concentration of fishing licences and quotas, you brought forward a number of recommendations you saw as being important in maintaining food sovereignty and security. One of these was related to the trigger threshold for the Competition Bureau for seafood company acquisitions, both domestic and foreign. What, if anything, do you see as having moved forward in this area, and what more needs to happen?

Mr. MacPherson: I'm in Ottawa this week attending meetings. We did have someone from the Competition Bureau give a presentation. I don't feel it's to the degree that we need. It gets into a very interesting discussion about making the

transférer le contrôle à un autre membre de la famille sur une période de 10 ans sans renoncer au contrôle total du permis jusqu'à ce que le transfert soit entièrement effectué. On peut ainsi garder le permis dans la famille plutôt que d'avoir une vente complète, mais cela doit soutenir et maintenir la politique de propriétaire-exploitant.

D'autres éléments à considérer incluent la modification de la politique fiscale pour les transferts intergénérationnels, la modification de la structure fiscale si un permis transitoire ou quelque chose de similaire est adopté, et une augmentation des gains en capital à 5 millions de dollars.

Un autre domaine de préoccupation est la concentration de la propriété qui se produit actuellement dans le secteur de la transformation. Les lignes directrices de l'industrie concernant les éléments qui déclenchent un examen par le Bureau de la concurrence du Canada doivent être révisées. Les grandes entreprises achètent de petites exploitations et, comme il s'agit de transactions uniques, elles ne déclenchent pas d'examen de la concurrence.

L'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard soutient une concurrence saine et équilibrée sur le marché qui offre à toutes les parties de la chaîne d'approvisionnement un rendement équitable et juste; cependant, nous avons besoin de contrôles et d'équilibres appropriés en place. Nous estimons que de nombreux domaines sont prêts à être examinés afin de mieux adapter notre secteur aux exigences de l'environnement imprévisible actuel.

De plus, nous devons soutenir nos nouveaux arrivants grâce à des programmes semblables aux programmes offerts aux nouveaux agriculteurs. En tant que producteurs de fruits de mer de classe mondiale, nos prochaines générations ne méritent rien de moins.

La vice-présidente : Merci beaucoup. Nous allons maintenant passer aux questions.

Le sénateur Ravalia : Merci beaucoup, monsieur MacPherson. Lors de votre témoignage en 2023 devant le Comité permanent des pêches et des océans à la Chambre des communes pour le rapport sur les investissements étrangers et la concentration des entreprises en matière de permis et de quotas de pêche, vous avez présenté un certain nombre de recommandations que vous considérez comme importantes pour maintenir la souveraineté et la sécurité alimentaires. L'une d'elles était liée au seuil de déclenchement pour le Bureau de la concurrence concernant les acquisitions d'entreprises de fruits de mer, tant nationales qu'étrangères. Quels progrès avez-vous constatés dans ce domaine, et que reste-t-il à faire?

M. MacPherson : Je participe à plusieurs réunions à Ottawa cette semaine. Un représentant du Bureau de la concurrence a fait une présentation. Je ne pense pas qu'elle soit suffisamment approfondie. Elle soulève une discussion très intéressante sur le

complaint. In certain cases, individuals would be concerned about repercussions, so we will delve into that more in terms of the process. It was a high-level overview.

This is our food source, and there are countries around the world that have dwindling food sources. It's as simple as that. Everyone in the room knows that Canadians don't eat seafood to the level of many other countries. There is significant interest in Canadian resources on all our coasts.

Senator Ravalia: Do you see any potential solutions for ensuring that we maintain integrity over this fishery? Have you had an opportunity to talk to officials about this?

Mr. MacPherson: One of the things we're continuing to advocate for is we would like to see legislation around our seafood, like what has been extended to critical minerals — that it's basically a national asset that needs to be protected. We'll continue to discuss this with our politicians, and one of the things we will try to do is bring some frameworks forward to senators and MPs to seriously consider this. Obviously, we would love to see some of this in legislation moving forward.

Senator Ravalia: I was also curious to know about your dialogue with Indigenous fishers and their opportunity to have greater participation in this fishery.

Mr. MacPherson: We speak on occasion. Actually, we had a very good dialogue with Chief Gould from the Abegweit First Nation. I'm just speaking on Prince Edward Island. We haven't got together with the new Chief in Lennox Island yet. There are joint committees we sit on and things like that. I think in Prince Edward Island there is definitely a spirit of cooperation on many fronts — I won't say on all fronts — in terms of working side by side and protecting our fishery and things like that. Some of the issues, I would say, are more administrative. I guess some uncertainty about the enforcement of some regulations has been a source of issues in the past.

Senator Ravalia: Thank you.

The Deputy Chair: Thank you very much.

Senator C. Deacon: I would like to have clarity on the medical exemption. I apologize. I'm not aware of that issue. Can you just provide me with a little rounding out of what that is about?

dépôt d'une plainte. Dans certains cas, des personnes pourraient s'inquiéter des répercussions, nous allons donc examiner cela plus en détail dans le cadre du processus. Elle a donné un aperçu assez général.

C'est notre source d'alimentation, et il y a des pays dans le monde qui ont des sources d'alimentation en déclin. C'est aussi simple que ça. Nous tous ici présents savons que les Canadiens ne mangent pas autant de fruits de mer que dans de nombreux autres pays. Il y a un intérêt important pour les ressources canadiennes sur toutes nos côtes.

Le sénateur Ravalia : Voyez-vous des solutions potentielles pour garantir que nous maintenons l'intégrité de cette pêche? Avez-vous eu l'occasion de parler à des représentants à ce sujet?

M. MacPherson : L'une des choses pour lesquelles nous continuons de plaider, c'est que nous aimerions voir une législation concernant nos fruits de mer, comme ce qui a été fait pour les minéraux critiques — pour dire qu'il s'agit essentiellement d'un atout national qui doit être protégé. Nous continuerons à en discuter avec nos politiciens, et l'une des choses que nous essaierons de faire est de présenter certains cadres aux sénateurs et aux députés pour étudier cela sérieusement. Bien évidemment, nous aimerions voir certains de ces éléments intégrés à un projet de loi à l'avenir.

Le sénateur Ravalia : J'étais également curieux d'en savoir plus sur votre dialogue avec les pêcheurs autochtones et sur leurs possibilités de participer davantage à cette pêche.

M. MacPherson : Nous discutons de temps à autre. En fait, nous avons eu une excellente conversation avec le chef Gould de la Première Nation Abegweit. Je parle juste de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous n'avons pas encore rencontré la nouvelle cheffe de Lennox Island. Il y a des comités mixtes auxquels nous participons et des choses comme cela. Je pense qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, il y a certainement un esprit de coopération à plusieurs égards — je ne dirai pas dans tous les domaines — en ce qui concerne le travail de collaboration et la protection de notre pêche et des choses comme cela. Certains enjeux, je dirais, sont plus de nature administrative. Je dirais qu'une certaine incertitude concernant l'application de certains règlements a été une source de problèmes par le passé.

Le sénateur Ravalia : Merci.

La vice-présidente : Merci beaucoup.

Le sénateur C. Deacon : J'aimerais avoir des précisions sur l'exemption médicale. Je m'excuse. Je ne suis pas au courant de cet enjeu. Pouvez-vous simplement me donner un petit aperçu de ce dont il s'agit?

Mr. MacPherson: Absolutely, senator. It's an interesting one because there is a five-year maximum. Obviously, exemptions are granted with medical background to that. There are scenarios, though, in various communities where some people take advantage of that.

Senator C. Deacon: I just want to know what the exemption is.

Mr. MacPherson: The crux of owner-operator policy is that the owner-operator is to be on the boat.

Senator C. Deacon: So when they have some sort of a condition that doesn't allow them to fish, there is an allowance of up to five years.

Mr. MacPherson: Correct. That's a very important point, and I'm glad you asked the follow-up question. And I'm not saying there are not legitimate situations out there, but as an industry, I think we want it tighter so that if people are abusing it, they are not allowed to abuse it. The reality is we have people for whom certainly it's legitimate that they have those exemptions in place.

Senator C. Deacon: In terms of the issue of foreign ownership, is that allowed right now? Is there any sort of domestic requirement?

Mr. MacPherson: Probably some colleagues in Newfoundland and Labrador can speak to that a little better than I. Not majority ownership, but there is definitely foreign ownership.

Senator C. Deacon: So financing and owner-operator.

Mr. MacPherson: Correct.

Senator C. Deacon: I just wanted to understand that.

With the Competition Bureau, I'm just going to ask a couple short of questions if that's okay. With the Competition Bureau, I can see that a number of small transactions add up to control, ultimately, of a lot of fleets. The concern is that if it's an individual issue put forward, that individual may be standing up to the community and becoming a target because they are complaining to the Competition Bureau. There is the ability now for individuals to launch a complaint. Is there any way for the fishermen's association to be doing that? I have to say, even though I'm quite familiar with a lot of changes in the Competition Act, I'm not aware of whether or not an association can do that on behalf of its members.

M. MacPherson : Absolument, sénateur. C'est un enjeu intéressant, puisqu'il y a un maximum de cinq ans. Évidemment, les exemptions sont accordées dans un contexte médical. Il existe cependant des scénarios, dans diverses communautés, où certaines personnes en profitent.

Le sénateur C. Deacon : Je veux juste savoir en quoi consiste l'exemption.

M. MacPherson : Le cœur de la politique des propriétaires-exploitants est que le propriétaire-exploitant doit être présent sur le bateau.

Le sénateur C. Deacon : Donc, lorsqu'ils ont un problème de santé quelconque qui ne leur permet pas de pêcher, il y a une exemption allant jusqu'à cinq ans.

M. MacPherson : C'est exact. C'est un point très important, et je suis heureux que vous ayez posé cette question complémentaire. Et je ne dis pas qu'il n'y a pas de situations légitimes, mais en tant qu'industrie, je pense que nous voulons que ce soit plus strict afin que si certains en abusent, ils ne soient pas autorisés à le faire. La réalité est que nous avons des personnes pour qui il est certainement légitime d'avoir ces exemptions en place.

Le sénateur C. Deacon : En ce qui concerne la question de la propriété étrangère, est-ce permis à l'heure actuelle? Y a-t-il une sorte d'exigence nationale?

M. MacPherson : Certains collègues de Terre-Neuve-et-Labrador pourraient probablement en parler un peu mieux que moi. Ce n'est pas la majorité des propriétaires, mais il y a certainement une propriété étrangère.

Le sénateur C. Deacon : C'est donc une question de financement et de propriété-exploitation.

M. MacPherson : C'est exact.

Le sénateur C. Deacon : Je voulais juste comprendre cela.

Pour ce qui est du Bureau de la concurrence, je vais juste poser quelques questions courtes, si cela vous convient. Pour le Bureau de la concurrence, je peux voir qu'un certain nombre de petites transactions s'additionnent pour contrôler, en fin de compte, beaucoup de flottes. Le risque est que, si le problème est soulevé à titre individuel, cette personne puisse s'opposer à la communauté et devenir une cible parce qu'elle porte plainte auprès du Bureau de la concurrence. Les individus ont maintenant la possibilité de déposer une plainte. Y a-t-il un moyen pour l'association des pêcheurs de faire cela? Je dois dire que, même si je suis assez familier avec de nombreux changements dans la Loi sur la concurrence, je ne sais pas si une association peut le faire au nom de ses membres.

Mr. MacPherson: We did ask that question the other day. I guess, depending on how the investigation develops, if it is to go to future steps and a full-blown investigation, my understanding is individual witnesses would then be called.

Senator C. Deacon: Okay, so you couldn't testify on behalf of a group of fishers, for example. They would have to be testifying as complainants themselves.

Mr. MacPherson: We are going to ask that question. I didn't get that impression the other day, but I could stand corrected.

Senator C. Deacon: That is sort of where my question would go: the Competition Bureau. I don't know that we have time, but it would be good to hear from them on that at some point.

Mr. MacPherson: For example, we represent close to 1,300 independent owner-operators. That's why we're an association — to represent those interests.

Senator C. Deacon: The tax policy change you mentioned — just so I have clarity on your initial comments — is increasing the lifetime capital gains tax exemption, yes?

Mr. MacPherson: I think it's intertwined with a couple of issues. Licences and operations are just increasing, just like housing and other things, and I don't know that some of our policies have kept up with that. But we don't want a scenario where if a father is selling to his son and daughter, it costs them more than selling to an outside individual.

Senator C. Deacon: It has been addressed. That was addressed in the Forty-third Parliament, I think, with Bill C-208. We got intergenerational transfers being allowed for fishers, farmers and small-business owners, so that issue is not an issue anymore. That was a very big fight on the part of some of us to get that done. I want to understand the tax policy issues that you were speaking about.

Mr. MacPherson: Yes. One of the attendees of our conference the other day — I don't know the timing on his transfer or sale, but it was intergenerational. It did not go well. Now, it may be going back before the legislation, but, by his estimation, it cost him and his family about \$150,000 more than if they had sold the licence outside. Now that could be rectified, and thank you for pointing that out.

M. MacPherson : Nous avons posé cette question l'autre jour. Je suppose que, selon l'évolution de l'enquête, si elle doit passer aux étapes suivantes et faire l'objet d'une enquête approfondie, je crois comprendre que des témoins individuels seraient alors convoqués.

Le sénateur C. Deacon : D'accord, donc vous ne pourriez pas témoigner au nom d'un groupe de pêcheurs, par exemple. Ils devraient témoigner en tant que plaignants eux-mêmes.

M. MacPherson : Nous allons poser cette question. Je n'ai pas eu cette impression l'autre jour, mais je pourrais me tromper.

Le sénateur C. Deacon : C'est un peu la question que j'aurais à poser : le Bureau de la concurrence. Je ne sais pas si nous avons le temps, mais ce serait bien de les entendre à ce sujet à un moment donné.

M. MacPherson : Par exemple, nous représentons près de 1 300 propriétaires-exploitants indépendants. C'est la raison pour laquelle notre association existe : pour représenter ces intérêts.

Le sénateur C. Deacon : Concernant les modifications de la politique fiscale dont vous avez parlé — pour être sûr de bien comprendre vos propos initiaux —, cela consisterait à augmenter l'exonération fiscale cumulative des gains en capital, n'est-ce pas?

M. MacPherson : Je pense que c'est lié à plusieurs enjeux. Les permis et les exploitations augmentent, tout comme le logement et d'autres choses, et je ne sais pas si certaines de nos politiques ont suivi cette évolution. Mais nous ne voulons pas d'un scénario où, si un père vend à son fils et à sa fille, cela leur coûte plus que de vendre à une personne externe.

Le sénateur C. Deacon : La question a été abordée. Cela a été abordé dans la quarante-troisième législature, je pense, avec le projet de loi C-208. Les transferts intergénérationnels sont désormais autorisés pour les pêcheurs, les agriculteurs et les propriétaires de petites entreprises, ce problème n'est donc plus d'actualité. Certains d'entre nous ont dû mener un combat acharné pour y parvenir. Je voudrais comprendre les questions de politique fiscale dont vous parliez.

M. MacPherson : Oui. L'un des participants à notre conférence de l'autre jour — je ne connais pas la date du transfert ou de la vente de cette personne, mais il s'agissait d'un transfert intergénérationnel... Cela ne s'est pas bien passé. Maintenant, cela remonte peut-être avant la législation, mais, selon son estimation, cela lui a coûté à lui et à sa famille environ 150 000 \$ de plus que s'ils avaient vendu le permis à une personne de l'extérieur. Cela pourrait maintenant être corrigé, et merci de l'avoir souligné.

Senator C. Deacon: That may have occurred before the legislation came into force, which I think was July 2023, but, anyway, thank you. I just wanted to get that clarity before I go to the second round.

Mr. MacPherson: This is why it's good to list things so we get clarity.

The Deputy Chair: I am told by our hugely capable staff that someone from the Competition Bureau is already on the list for this study. These ladies are always way ahead of us. Just so you know. I think that's important. Thank you.

Senator Surette: Thank you for being here today. The committee has heard from some other associations and fishers. We hear a lot at the ground level as well as from individuals on owner-operator policy. Could you list the most challenging issues or worries that you have relating to owner-operators? Because we have heard of controlling agreements, the Aboriginal fishery, enforcement, the five-year medical exemption, succession, and that's just a few of those. Are there some that are of higher priority than others to you?

Mr. MacPherson: That's a very comprehensive and accurate list, I think. Part of what we put in the presentation today is streamlining and bureaucratic red tape. The example I love to give is if someone wants to lend their boat to another qualified captain, there is a whole process that has to go through Fisheries and Oceans Canada, or DFO, to do that. If I said to a farmer in Canada that they needed to do that to lend their neighbour their tractor, I think that would get a pretty robust response that it's not going to happen. Those are the kinds of things, but it's frustration, it's bureaucracy.

The partnerships would be you have one boat, two captains; they're not fishing the complement of two full licences, but maybe 75%, for example. That's an efficiency that can be achieved. So it's not a single bullet. There is not just one thing that gets tweaked and everything is great, but, as an industry, I think we're prepared to take on those challenges and make solid recommendations to improve things.

Senator Surette: Particular to P.E.I., is there anything different in P.E.I. than there would be in Atlantic Canada, i.e., the provinces responsible for processing, for example? Is that a different issue than some of the other provinces? With the Aboriginal fishery, do you have different challenges or pretty much the same as right across Atlantic Canada?

Mr. MacPherson: I think we have all advocated like our other provinces have. Yes, the province regulates the plants, and one of the things we would like to see are stiffer penalties such that if somebody is buying illegal lobster, irrespective of the

Le sénateur C. Deacon : Cela a pu se produire avant l'entrée en vigueur de la législation, qui, je pense, était en juillet 2023, mais, quoi qu'il en soit, merci. Je voulais simplement obtenir ces précisions avant de passer au deuxième tour.

M. MacPherson : C'est pourquoi il est bon de faire une liste, pour y voir plus clair.

La vice-présidente : Notre personnel extrêmement compétent m'informe que quelqu'un du Bureau de la concurrence est déjà sur la liste de témoins pour cette étude. Ces dames ont toujours une longueur d'avance sur nous. À titre informatif. Je pense que c'est important. Merci.

Le sénateur Surette : Merci d'être ici aujourd'hui. Le comité a entendu d'autres associations et pêcheurs. Nous entendons beaucoup de choses sur le terrain ainsi que de la part d'individus sur la politique des propriétaires-exploitants. Pourriez-vous énumérer les enjeux les plus difficiles ou vos préoccupations en ce qui concerne les propriétaires-exploitants? Parce que nous avons entendu parler des accords de contrôle, de la pêche autochtone, de l'application de la loi, de l'exemption médicale de cinq ans, de la succession, pour n'en citer que quelques-uns. Y en a-t-il qui sont plus prioritaires que d'autres selon vous?

M. MacPherson : C'est une liste très complète et précise, je pense. Une partie de ce que nous avons présenté aujourd'hui concerne la rationalisation et la paperasse bureaucratique. L'exemple que j'aime donner est que si quelqu'un veut prêter son navire à un autre capitaine qualifié, il y a tout un processus à suivre qui doit passer par le ministère des Pêches et des Océans, ou MPO, pour le faire. Si je disais à un agriculteur au Canada qu'il devait faire cela pour prêter son tracteur à son voisin, je pense que cela susciterait une réponse assez ferme que cela ne se passerait pas ainsi. Ce sont ce genre de choses, mais c'est frustrant, c'est de la bureaucratie.

Les partenariats permettraient d'avoir un bateau, deux capitaines; ils ne pêchent pas avec deux permis complets, mais peut-être 75 %, par exemple. C'est un gain d'efficacité possible. Donc, ce n'est pas un élément unique. On ne peut pas ajuster une seule chose pour que tout soit parfait, mais, en tant qu'industrie, je pense que nous sommes prêts à relever ces défis et à faire des recommandations solides pour améliorer les choses.

Le sénateur Surette : En ce qui a trait à l'Île-du-Prince-Édouard, y a-t-il quelque chose de différent là-bas comparativement à ce qu'il y aurait au Canada atlantique — les provinces responsables de la transformation, par exemple? Est-ce un enjeu différent de ceux de certaines autres provinces? Avec la pêche autochtone, avez-vous des défis différents ou à peu près les mêmes que partout ailleurs au Canada atlantique?

M. MacPherson : Je pense que nous avons tous fait valoir nos arguments, comme l'ont fait nos autres provinces. Oui, la province réglemente les usines, et l'une des choses que nous aimerions voir, ce sont des pénalités plus sévères de sorte que si

source, there are very serious and substantial penalties in place. Right now, it varies from area to area. Especially in Atlantic Canada, if we lose our lobster, we're extremely vulnerable from an economic standpoint, so we want to plug those holes for sure.

Senator Surette: In your opinion, it's a fairly big issue on P.E.I. then? In Nova Scotia, I think they have recently increased the fines on the processing side.

Mr. MacPherson: Yes, and for some time, we have had a letter in to our province asking that they match the Nova Scotia penalties. What we don't want is for fines to become a cost of doing business and people moving to a jurisdiction where they can continue to operate.

Senator Dhillon: Thank you, Mr. MacPherson, for being here today.

As I try to understand some of the dynamics of this, maybe I can go to the last issue first and just get clarification from my colleague here. So the modification for intergenerational transfers — has that been dealt with, Senator Deacon? Is that what you were —

Senator C. Deacon: Yes, that issue is sorted.

Senator Dhillon: Okay.

Senator C. Deacon: It was a significant problem; intergenerational transfers were highly penalized. That has now been addressed. Chrystia Freeland fought us hard on that one, but we succeeded.

Senator Dhillon: Okay. I certainly don't want to give DFO any ideas about tractor transfers or anything like that, so we'll leave that bit aside for now. I suspect if we open up other doors, the reach is incredible.

When you say "forced to sell outside the family or province," can you speak to that? What do you mean by that?

Mr. MacPherson: Certainly. There are cases where people who have been in the industry for a number of years — that is kind of their retirement plan in terms of transferring their licence. In that case, the retiring person may need X amount of dollars; they may not need the full amount. But because it has been difficult to transfer within families or to look at other options there, there comes a point — maybe it's health-related or

quelqu'un achète des homards illégaux, peu importe la source, il y ait en place des pénalités très sérieuses et substantielles. En ce moment, cela varie d'une région à l'autre. Surtout au Canada atlantique, si nous perdons notre homard, nous sommes extrêmement vulnérables d'un point de vue économique, donc nous voulons certainement combler ces lacunes.

Le sénateur Surette : À votre avis, c'est donc un enjeu assez important à l'Île-du-Prince-Édouard, n'est-ce pas? En Nouvelle-Écosse, je pense qu'ils ont récemment augmenté les amendes du côté de la transformation.

M. MacPherson : Oui, et depuis un certain temps, nous avons envoyé une lettre à notre province demandant qu'elle aligne les pénalités sur celles de la Nouvelle-Écosse. Ce que nous ne voulons pas, c'est que les amendes deviennent un coût inhérent à l'activité commerciale et que les pêcheurs déménagent dans une province où ils peuvent continuer à exercer leurs activités.

Le sénateur Dhillon : Merci, monsieur MacPherson, d'être ici aujourd'hui.

Alors que j'essaie de comprendre certaines des dynamiques de cet enjeu, peut-être que je pourrais aborder la dernière question en premier et simplement obtenir des éclaircissements de la part de mon collègue ici. Alors, a-t-on réglé la question de la modification concernant les transferts intergénérationnels, sénateur Deacon? Est-ce que c'est ce que vous...

Le sénateur C. Deacon : Oui, ce problème est réglé.

Le sénateur Dhillon : D'accord.

Le sénateur C. Deacon : C'était un problème important; les transferts intergénérationnels étaient fortement pénalisés. C'est maintenant réglé. Chrystia Freeland nous a opposé une forte résistance sur ce point, mais nous avons obtenu gain de cause.

Le sénateur Dhillon : D'accord. Je ne veux certainement pas donner d'idées au MPO concernant les transferts de tracteurs ou quoi que ce soit de ce genre, donc nous allons mettre cet aspect de côté pour l'instant. Je pense que si nous ouvrons d'autres portes, la portée sera incroyable.

Lorsque vous dites que des gens sont forcés de vendre à l'extérieur de la famille ou de la province, pouvez-vous nous en dire plus? Qu'entendez-vous par là?

M. MacPherson : Certainement. Il y a des cas où pour des personnes qui travaillent dans l'industrie depuis un certain nombre d'années, c'est en quelque sorte leur plan de retraite de transférer leur permis. Dans ce cas, la personne qui prend sa retraite peut avoir besoin d'un montant X de dollars; elle n'a peut-être pas besoin du montant total. Mais parce qu'il a été difficile de transférer au sein de la famille ou d'explorer d'autres

whatever — that if a son or daughter is not able to come in and pay market value, then that's usually the only other option for people wanting to retire out of the industry.

We're not trying to prevent that from happening, but we are hearing from different parts of the country that it is a problem in terms of keeping licences in the local communities.

Senator Cuzner: Coming off a little bit of what Senator Surette was pursuing, you talked in your remarks about creating efficiencies. You have been around awhile. I recall back in 2011 maybe, under the then-Minister of Fisheries, the late Keith Ashfield, there was a move afoot to really centralize the quota and the resource, the allocation of the quota to some of the big corporations. Certainly, it would be easier to talk about efficiency with DFO if there were only the Clearwater, the Quinlan and the Ocean Choice types of companies that held all the quota — that would be an easy way to administer. There was pushback at the time.

That being the extreme end of efficiencies, where do you see the efficiencies now? How can we create greater efficiencies?

Mr. MacPherson: One of the things we're all guilty of is that it's easy to talk about change, but implementing change is always more difficult. It has to be a collective effort. It has to be government as well as industry driving things and setting our priorities. I think we'll be doing a better job of that moving forward, working together with other organizations in Canada. We're becoming clearer about what our collective priorities are. We could have a list of 25, but we need to focus on 5.

Senator Cuzner: There are natural efficiencies. It's not uncommon in the crab sector, where three people have licences and say, "We'll go fish your licence first, PJ's next, and the three of us will work together on that." There are those natural efficiencies.

But you had mentioned the increase in the number of traps. You mentioned that in your comments.

Mr. MacPherson: No — in partnership. They don't have to be permanent; they can be temporary. Two captains aren't finishing as many traps, but they are getting efficiencies by using one boat because, relatively, the cost isn't doubled.

Senator Cuzner: Exactly, yes.

options, il arrive un moment — peut-être pour des raisons de santé ou autre — où si un fils ou une fille n'est pas en mesure d'intervenir et de payer la valeur du marché, alors c'est généralement la seule autre option pour les personnes qui souhaitent prendre leur retraite et quitter l'industrie.

Nous n'essayons pas d'empêcher cela, mais nous entendons de différentes régions du pays que c'est un problème en ce qui concerne le maintien des permis dans les communautés locales.

Le sénateur Cuzner : Pour rebondir sur ce que demandait le sénateur Surette, vous avez évoqué dans votre intervention la nécessité de réaliser des gains d'efficacité. Vous êtes dans le domaine depuis un certain temps. Je me souviens qu'en 2011 peut-être, sous le ministre des Pêches de l'époque, le défunt Keith Ashfield, il y avait un mouvement pour vraiment centraliser le quota et les ressources, l'attribution du quota à certaines des grandes entreprises. Certes, il serait plus facile de parler d'efficacité avec le MPO si seules des entreprises comme Clearwater, Quinlan et Ocean Choice détenaient tout le quota — ce serait une façon simple de gérer les choses. Il y a eu une résistance à l'époque.

Ce serait ici le niveau d'efficacité maximal, mais où voyez-vous les gains d'efficacité maintenant? Comment pouvons-nous créer de plus grands gains d'efficacité?

M. MacPherson : L'une des choses dont nous sommes tous coupables, c'est qu'il est facile de parler de changement, mais toujours plus difficile de le mettre en œuvre. Cela doit être un effort collectif. Cela doit être le gouvernement ainsi que l'industrie qui dirigent les choses et établissent nos priorités. Je pense que nous ferons mieux que cela à l'avenir, en collaborant avec d'autres organisations au Canada. Nous établissons plus clairement ce que sont nos priorités collectives. Nous pourrions avoir une liste de 25 priorités, mais nous devons nous concentrer sur 5 d'entre elles.

Le sénateur Cuzner : Il y a certains gains d'efficacité qui se produisent naturellement. Ce n'est pas rare dans le secteur du crabe, où trois personnes détiennent des permis et disent : « Nous irons pêcher d'abord en utilisant ton permis, puis celui de PJ, et nous travaillerons ensemble tous les trois. » Ce sont des façons naturelles de faire des gains d'efficacité.

Mais vous aviez parlé de l'augmentation du nombre de pièges. Vous l'avez mentionné dans vos commentaires.

M. MacPherson : Non, c'est dans le cadre de partenariats. Ils n'ont pas besoin d'être permanents; ils peuvent être temporaires. Deux capitaines n'ont pas le même nombre de pièges, mais ils obtiennent des gains d'efficacité en se partageant un bateau parce que, relativement parlant, le coût n'est pas doublé.

Le sénateur Cuzner : Exactement, oui.

Mr. MacPherson: Those are the kinds of things that are caught up in bureaucracy that would make sense in a lot of other industries.

One thing I did want to mention is that in our written submission I will provide a copy of Dr. Lee's report. I think it's one of the first ones that has been done in many, many years, showing the value of independent owner-operators to their local communities. That's something that we haven't had a lot of information on. We're going to continue to build on that. We're a lot bigger player in the economy, but we don't do a very good job of telling people that. In Prince Edward Island, the fishery is either second or third in the provincial economy. Proportionately, if we're not the highest, we're near the top in terms of our fishery to GDP — it's very high, too. So it's a big deal, relative to our provincial economy.

Senator Cuzner: It's an impressive study.

Mr. MacPherson: Thank you.

Senator Cuzner: Just to shift gears a little bit, you mentioned red tape and, a lot of times, getting bogged down in red tape. Sometimes it's because of the regulations; sometimes it's because the departments may not have the manpower in which to process and work these things through.

Do you see a lack of resources at the DFO district level and area level to even monitor the sale and purchase of — are they able to put the necessary attention on those transfers?

Mr. MacPherson: To answer your question, it's not like before. There were experienced, highly skilled people at the local level who knew all the local nuances and were able to fast-track a lot of that. That's been downloaded. There have been things like the issuing of trap tags, which DFO used to do a great job of and outsourced that whole thing. We have real concerns around that. Yes, there are reputable groups. We distribute tags, but it puts the potential for abuse out there, whereas the government had a really tight handle on it.

I suspect there will be more things downloaded. We are seeing more science downloaded on associations, and we're a fairly big one in the scheme of things. But that's a real concern, too.

Senator Prosper: Thank you, Mr. MacPherson, for coming here and helping us understand this issue from your extensive experience.

M. MacPherson : Ce sont des choses que la bureaucratie empêche les gens de faire et qui auraient du sens dans beaucoup d'autres industries.

Une chose que je voulais mentionner est que dans notre mémoire écrit, je fournirai une copie du rapport de M. Lee, Ph. D. Je pense que c'est l'un des premiers qui a été réalisé depuis de nombreuses années qui montre la valeur des propriétaires-exploitants indépendants pour leurs communautés locales. C'est un sujet sur lequel nous n'avons pas eu beaucoup d'informations. Nous allons continuer à nous appuyer là-dessus. Nous sommes un acteur beaucoup plus important dans l'économie, mais nous ne sommes pas très efficaces pour le faire savoir aux gens. À l'Île-du-Prince-Édouard, la pêche est soit le deuxième, soit le troisième acteur de l'économie provinciale. Proportionnellement, si nous ne sommes pas le premier acteur, nous sommes parmi les meilleurs en termes de ratio pêche-PIB — c'est également très élevé. C'est donc très important pour notre économie provinciale.

Le sénateur Cuzner : C'est une étude impressionnante.

M. MacPherson : Merci.

Le sénateur Cuzner : Pour changer un peu de sujet, vous avez parlé de la bureaucratie et du fait que souvent, on s'embourbe dans la paperasse. Parfois, c'est à cause des règlements; parfois, c'est parce que les ministères n'ont peut-être pas le personnel nécessaire pour traiter et gérer ces choses.

Constatez-vous un manque de ressources au niveau du district et des régions du MPO pour même surveiller la vente et l'achat de... sont-ils à même d'accorder suffisamment d'attention à ces transferts?

M. MacPherson : Pour répondre à votre question, ce n'est pas comme avant. Il y avait des personnes expérimentées et hautement qualifiées au palier local qui connaissaient toutes les nuances locales et étaient capables de travailler rapidement. Il y a eu de l'externalisation. Il y a des choses comme la délivrance d'étiquettes de piège, que le MPO faisait très bien et qu'il a maintenant sous-traitée. Nous avons de réelles préoccupations à ce sujet. Oui, il existe des groupes réputés. Nous distribuons des étiquettes, mais cela donne lieu à un risque d'abus, alors que le gouvernement contrôlait très bien cela.

Je soupçonne qu'il y aura d'autres choses externalisées. Nous voyons de plus en plus de responsabilités de nature scientifique retomber sur les épaules des associations, et nous sommes un acteur assez important dans ce domaine. Mais, c'est aussi une véritable préoccupation.

Le sénateur Prosper : Merci, monsieur MacPherson, d'être des nôtres et de nous aider à mieux comprendre cet enjeu grâce à votre vaste expérience.

I want to follow up on a question from Senator Ravalia with respect to the Indigenous fishery and relationships that have evolved over time. I understand there are probably some issues there that need to be resolved or worked on. I'm quite curious about that relationship between your association and the two particular bands you mentioned — a newer Chief there in Lennox Island, Tabatha Bernard, and you mentioned Chief Gould — from your remarks with respect to the processing under the provincial jurisdiction, having maybe some firmer restrictions with respect to, I think, what you referred to as illegal lobster.

I'm just curious about that relationship — how is it? How could it be improved? And I'm just curious about your definition of illegal lobster. Thank you.

Mr. MacPherson: Lots of questions there. First and foremost, I want to say that a number of groups have been advocating for five or six years now to be part of discussions between the federal government and Indigenous bands when it comes to the resource. We understand nation to nation, but my source of frustration — and I can stand corrected on this — is I believe there's no legal obligation to not include observers or other participants, but it's more of a policy position by the government. That creates a lot of issues. When you have a vacuum, when you're excluded from discussions where you make your livelihood, then I think it's human nature that a lot of times we just assume the worst is going to happen, right?

We had a very ongoing situation for three years in Lennox Island in that the Chief had requested 1,000 traps for fishing for a moderate livelihood. It took DFO three years to obtain 900 traps, so there's still a gap there, and obviously concerns around the resource; it's in a bay. We were caught in the middle of that, and those aren't good situations to have.

I think there needs to be more explanation around what fishing for a moderate livelihood is — whether that's a legal definition — because I think different Chiefs have different views of what the scope is. One Chief may say it's this or that. I think there are anywhere up to 32 different agreements with the bands. I get it; a Chief is going to negotiate for their individual band, but it doesn't seem to be consistent.

In some cases, it appears that a lot more lobster is coming in under fishing for a moderate livelihood, the FSC fishery. There again DFO uses different formulas to determine what an acceptable amount for the band is. Collectively, as harvesters, we need to work together to protect that resource.

Je souhaite rebondir sur une question du sénateur Ravalia concernant les pêches autochtones et les relations qui ont évolué au fil du temps. Je comprends qu'il y a probablement des enjeux qui doivent être résolus ou sur lesquels il faut travailler. J'aimerais en savoir plus au sujet de la relation entre votre association et les deux bandes que vous avez mentionnées — une nouvelle cheffe à Lennox Island, Tabatha Bernard, et vous avez mentionné le chef Gould — d'après votre discours concernant la transformation sous la compétence provinciale, sur l'imposition peut-être de restrictions plus fermes en ce qui concerne, je pense, ce que vous avez qualifié de homard illégal.

J'aimerais en savoir plus sur cette relation. Comment les choses se passent-elles? Comment cette relation pourrait-elle être améliorée? Et j'aimerais connaître votre définition du homard illégal. Merci.

M. MacPherson : Il y a beaucoup d'éléments dans votre question. Tout d'abord, je tiens à dire qu'un certain nombre de groupes plaident depuis cinq ou six ans pour participer aux discussions entre le gouvernement fédéral et les bandes autochtones en ce qui concerne les ressources. Nous comprenons la relation de nation à nation, mais ce qui me frustre — et je peux me tromper à ce sujet —, c'est que je ne crois pas qu'il y a une obligation légale de ne pas inclure d'observateurs ou d'autres participants. C'est plutôt une position politique du gouvernement. Cela crée beaucoup de problèmes. Quand on est mis à l'écart, quand on est exclu des discussions qui touchent à notre gagne-pain, je pense que c'est dans la nature humaine de supposer que, bien souvent, le pire va se produire, n'est-ce pas?

Nous avons eu une situation pendant trois ans à Lennox Island où le chef avait demandé 1 000 pièges pour la pêche de subsistance convenable. Il a fallu trois ans au MPO pour obtenir 900 pièges. Il y a donc encore un écart, et il y a évidemment des préoccupations concernant la ressource; elle se trouve dans une baie. Nous nous sommes retrouvés pris au milieu de tout cela, et ce ne sont pas des situations enviables.

Je pense qu'il est nécessaire de fournir plus d'explications sur ce que signifie la pêche de subsistance convenable — il pourrait s'agir d'une définition juridique —, car je pense que différents chefs ont des points de vue différents sur l'étendue de ce concept. Un chef peut dire que c'est ceci ou cela. Je pense qu'il y a jusqu'à 32 accords différents conclus avec les bandes. Je comprends; un chef va négocier pour son groupe individuel, mais cela ne semble pas cohérent.

Dans certains cas, il semble qu'il y ait beaucoup plus de homard qui vient de cette pêche de subsistance convenable, la pêche à des fins alimentaires, sociales et rituelles. Encore une fois, le MPO utilise différentes formules pour déterminer quel montant est acceptable pour la bande. Collectivement, en tant que pêcheurs, nous devons travailler ensemble pour protéger cette ressource.

With Chief Gould, he will not take on extra capacity unless his band members can fish that licence. We call that “boots on the boat.” It applies to owner-operators, too. If you own the boat, you should be in it, unless you’ve got a special medical exemption. It works well when First Nations do that too. There are great studies out there that have proven, just like in our fishery, that things come directly back to the community.

And to address what Senator Cuzner asked a few minutes ago, that’s the strength that owner-operators bring: The money stays in the community. We can’t all be living in the city. So the fewer options there are, or if the owner-operator disappears, then we lose that money out of the communities. The schools, volunteerism and all kinds of things suffer.

Senator Prosper: I appreciate you sharing your perspectives and experience.

I realize that at times it’s difficult to find common ground. You mentioned the bilateral relationship with DFO and First Nations and creating a vacuum, and if people aren’t aware, then you can assume the worst. Because you have extensive experience and a huge knowledge base to draw from throughout the continuum of history and how things are, are there mechanisms and things that you found were quite beneficial for establishing that relationship, aside from DFO, between Indigenous communities and fishers and your association — because I think that’s the critical element here — that were quite positive, that provided a decent foundation for further dialogue?

Mr. MacPherson: Yes. It has been a few years now, but we had a joint meeting. We invited one DFO person to be an observer, but there was no one else from the government, no press, and it was a very productive meeting. Both Chiefs came, and I think the great thing that I observed was that after probably 20 minutes of some backchat, it was fishers talking about fishing.

Senator Prosper: Nice.

Mr. MacPherson: And then you know you’ve got real dialogue. We haven’t set up any sort of plan to meet every six months or whatever. Sometimes when things go a little sideways, maybe that’s the dialogue.

I can give you one real example because it has almost been replicated recently. After *Marshall*, one of the biggest concerns for harvesters when it was announced that the federal government would be buying up licences for First Nations was

Le chef Gould n’acceptera pas de capacité supplémentaire à moins que les membres de sa bande ne puissent pêcher avec ce permis. C’est ce qu’on appelle « des bottes sur le bateau ». Cela s’applique aussi aux propriétaires-exploitants. Si vous possédez le bateau, vous devriez y être, à moins que vous n’ayez une exemption médicale spéciale. Cela fonctionne bien lorsque les Premières Nations procèdent aussi de cette façon. Il existe d’excellentes études qui ont prouvé, tout comme dans notre pêche, que les choses reviennent directement à la communauté.

Et pour répondre à ce que le sénateur Cuzner a demandé il y a quelques minutes, c’est la force que les propriétaires-exploitants apportent : l’argent reste dans la communauté. Nous ne pouvons pas tous vivre en ville. Donc, moins il y a d’options, ou si le propriétaire-exploitant disparaît, alors nous perdons cet argent dans nos communautés. Les écoles, le bénévolat et toutes sortes de choses en souffrent.

Le sénateur Prosper : Je vous suis reconnaissant de nous faire part de vos perspectives et de votre expérience.

Je réalise qu’il est parfois difficile de trouver un terrain d’entente. Vous avez mentionné la relation bilatérale avec le ministère des Pêches et Océans Canada, ou MPO, et les Premières Nations ainsi que la création d’un vide, et si les gens ne sont pas au courant, alors on peut supposer le pire. Puisque vous avez une vaste expérience et une énorme base de connaissances dans laquelle puiser tout au long du continuum de l’histoire et dans la façon dont les choses sont, existe-t-il des mécanismes et des éléments que vous avez trouvés assez avantageux pour établir cette relation, en dehors du MPO, entre les communautés autochtones et les pêcheurs et votre association — car je crois que c’est l’élément essentiel ici —, qui étaient assez positifs, qui ont fourni une base décente pour un dialogue ultérieur?

M. MacPherson : Oui. Cela fait quelques années maintenant, mais nous avons organisé une réunion conjointe. Nous avons invité une personne du MPO à être observateur, mais il n’y avait personne d’autre du gouvernement, pas de journalistes, et c’était une réunion très productive. Les deux chefs sont venus, et je crois que la chose formidable que j’ai observée, c’est qu’après probablement 20 minutes de quelques échanges, on voyait des pêcheurs parler de pêche.

Le sénateur Prosper : Merveilleux.

M. MacPherson : C’est à ce moment-là que vous savez que vous avez un vrai dialogue. Nous n’avons pas mis en place de plan pour nous rencontrer tous les six mois ou autre. Parfois, lorsque les choses vont un peu de travers, c’est peut-être attribuable au dialogue.

Je peux vous donner un exemple réel, car il a presque été reproduit récemment. Après l’arrêt *Marshall*, l’une des plus grandes préoccupations des pêcheurs lorsqu’il a été annoncé que le gouvernement fédéral achèterait les permis pour les Premières

the rapid escalation of licences. Our president, Bobby Jenkins — a relative of his was just about to purchase a licence, and overnight it went up to \$100,000. Four or five years ago, when DFO said it wanted to provide more access for First Nations, that was the number one cause.

Our Chiefs expressed the same problem. It's escalation where young people can't get into the industry. What the Chief said was, "Well, I had X amount of dollars, and now I can only buy fewer licences because the price has shot up." And the non-Indigenous harvesters were saying, "Well, we're not the Government of Canada; we have a threshold," and it's a lose-lose. That was the number one thing we asked to do, and what came back from government was, "Well, would you consider having a joint science project together?" It didn't go anywhere. How could we not have been clearer that we're trying to collectively avoid licences getting out of control?

And when it gets into those higher thresholds, it can create an ideal situation for controlling agreements. Where does that money come from? I heard the other day a snow crab licence is anywhere from \$18 million to \$20 million. Who affords that?

Senator Prosper: Ouch. Thank you, Mr. MacPherson. Appreciate it.

Senator C. Deacon: I want to thank my great friend and, sadly, former seatmate Senator Prosper. That was an important conversation, and you always lead such respectful conversations. Thank you very much, PJ. I think that uncovered a really important point about the need for fisher-to-fisher dialogue and the need for DFO to actually listen to the recommendations. That has been a perennial issue.

I want to focus on innovation because I was up in North Lake last summer, and I couldn't believe the number of new boats. The amount of money, million-dollar new lobster boats, the amount being spent on really impressive boats, but it didn't seem to be really moving productivity ahead. Perhaps they needed to be replaced or whatever else. I have one friend fishing still with a 30-year-old boat that's just great. He has no desire to change it and increase his debt load.

So I'm wondering about innovation and the opportunities to innovate. I'm upset about the way DFO limits process innovations, like the ability to lend a boat to a qualified captain. Certainly, you'd want to have reports and understand how that's

Nations était l'augmentation rapide du prix des permis. Un des proches de notre président, Bobby Jenkins, était sur le point d'acheter un permis, et du jour au lendemain, le prix est passé à 100 000 \$. Il y a quatre ou cinq ans, lorsque le MPO a déclaré qu'il voulait offrir plus d'accès aux Premières Nations, c'était la principale raison.

Nos chefs ont soulevé le même problème. C'est une augmentation qui fait en sorte que les jeunes ne peuvent pas entrer dans l'industrie. Ce que le chef a dit, c'est : « Eh bien, j'avais un montant donné, et maintenant je n'ai d'autre choix que d'acheter moins de permis parce que le prix a explosé. » Les pêcheurs non autochtones disaient, « Eh bien, nous ne sommes pas le gouvernement du Canada; nous avons un seuil », et c'est une situation où tout le monde perd au change. C'était la première chose que nous avons demandée, et ce que le gouvernement a répondu était : « Eh bien, envisageriez-vous de réaliser un projet scientifique ensemble? » Cela n'a mené à rien. Comment pourrions-nous être plus clairs sur le fait que nous essayons collectivement d'éviter que le prix des permis ne devienne incontrôlable?

De plus, lorsqu'il atteint ces seuils plus élevés, il peut créer une situation idéale pour contrôler les ententes. D'où provient cet argent? J'ai entendu l'autre jour qu'un permis de pêche au crabe des neiges coûte de 18 à 20 millions de dollars. Qui a les moyens d'en acheter un?

Le sénateur Prosper : Aïe. Merci, monsieur MacPherson.

Le sénateur C. Deacon : Je tiens à remercier mon grand ami et regretté ancien voisin de pupitre, le sénateur Prosper. C'était une conversation importante, et vous menez toujours des conversations très respectueuses. Merci beaucoup, sénateur Prosper. Je crois qu'il a mis en lumière un point vraiment important concernant le besoin d'un dialogue entre pêcheurs et le besoin que le MPO écoute réellement les recommandations. C'est un problème qui revient sans cesse.

Je veux me concentrer sur l'innovation parce que j'étais à North Lake l'été dernier, et je n'arrivais pas à croire le nombre de nouveaux bateaux, le montant d'argent, le nombre de homardières d'un million de dollars, les sommes dépensées pour acheter des bateaux vraiment impressionnants, mais cela ne semblait pas vraiment améliorer la productivité. Peut-être qu'ils devaient être remplacés ou autre chose. J'ai un ami qui pêche encore avec un bateau de 30 ans, ce qui est vraiment génial. Il n'a aucun désir de le remplacer et d'augmenter son niveau d'endettement.

Je m'interroge donc sur l'innovation et les possibilités d'innover. Je suis contrarié par la façon dont le MPO limite les innovations de processus, comme la possibilité de prêter un bateau à un capitaine qualifié. Certainement, vous voudriez avoir

being used and by whom and whatever else, as you would with a registered captain on that boat, but there are many process innovations we have to talk about for sure. I'm wondering about the innovations in terms of the fishing operations that can reduce the cost for fishers. The debt cost as a portion of their revenue has to be through the roof. They have to find other ways to create cost efficiencies and increase their revenue.

Mr. MacPherson: Absolutely. Just as a quick comment on the new boats, I think it shows the commitment of not always younger but generally younger people who are getting into the industry. They have that confidence and are making significant investments to stay in this industry. It has died down a bit, but people don't want to go out West. They want to live in their communities, raise their kids there and fish there, and make their lives fishing.

Senator C. Deacon: Absolutely.

Mr. MacPherson: Although people have other things they do too.

I can name a program that worked really well for the Prince Edward Island Fishermen's Association under the Atlantic Fisheries Fund, or AFF, and we're hearing rumblings that it will be renewed. We sure hope it will be because it was great.

What came from the field was maintaining the vitality of lobster after it's caught. We were approved for some funding under AFF. It didn't cover the entire cost, but it resulted in canopies being put on boats, coolers, circulation systems, things like that, and there's a report there that you might be interested in, senator, about the vitality — quality is kind of a subjective term — a healthier lobster was coming. The sun and rain are two of the most harmful things to a lobster after it's caught, and we've been able to substantiate that. I think our first leg was \$1.2 million or something, and then we went back and got another \$800,000, and we went for a third round, but all the money was gone. That was an incentive to the captains to buy that equipment. It didn't cover the whole thing, and it delivered appreciable results to the plants and kept the value of our product up there.

My understanding is a number of fishing organizations — Senator Surette, I think, in Nova Scotia and other places — did a variation of that program, so there are opportunities there, and it doesn't have to be 100% funding.

des rapports et comprendre la façon dont ce prêt est utilisé et savoir qui a emprunté le bateau, et tout le reste, comme vous le feriez avec un capitaine enregistré pour ce bateau, mais il y a de nombreuses innovations de processus dont nous devons parler, sans aucun doute. Je me demande quelles sont les innovations en matière d'opérations de pêche qui peuvent réduire les coûts pour les pêcheurs. Le coût de la dette en tant que partie de leurs revenus doit être exorbitant. Ils doivent trouver d'autres moyens de réaliser des économies et d'augmenter leurs revenus.

M. MacPherson : Absolument. Je veux dire rapidement à propos des nouveaux bateaux que je crois que cela montre l'engagement de personnes qui ne sont pas toujours plus jeunes, mais généralement plus jeunes qui entrent dans l'industrie. Elles sont confiantes et font des investissements importants pour rester dans cette industrie. Cela s'est un peu calmé, mais les gens ne veulent pas aller dans l'Ouest. Ils veulent vivre dans leurs communautés, y élever leurs enfants, y pêcher et y gagner leur vie en pêchant.

Le sénateur C. Deacon : Absolument.

M. MacPherson : Les gens font toutefois d'autres choses aussi.

Je peux nommer un programme qui a très bien fonctionné pour l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard dans le cadre du Fonds des pêches de l'Atlantique, ou FPA, et nous entendons des rumeurs selon lesquelles il sera renouvelé. Nous espérons vraiment que ce sera le cas, car c'était génial.

Ce qui est ressorti sur le terrain, c'était l'importance de maintenir la vitalité du homard après qu'il ait été pêché. Nous avons reçu une aide financière dans le cadre du FPA. Elle n'a pas couvert l'intégralité des coûts, mais elle a permis d'installer des auvents sur les bateaux, des glacières, des systèmes de circulation, ce genre de choses, et il y a un rapport qui pourrait vous intéresser, sénateur, sur la vitalité — la qualité est un terme un peu subjectif. On était sur le point d'avoir un homard plus sain. Le soleil et la pluie sont deux des choses les plus nuisibles à un homard après qu'il ait été pêché, et nous avons pu le prouver. Je pense que notre première tranche était de 1,2 million de dollars ou quelque chose du genre, puis nous sommes revenus et avons obtenu 800 000 \$ de plus, et nous avons tenté un troisième tour, mais tout l'argent était parti. C'était un incitatif pour les capitaines à acheter cet équipement. L'argent n'a pas tout couvert, mais il a donné des résultats appréciables dans les usines et a permis de maintenir la valeur de notre produit.

Je crois savoir qu'un certain nombre d'organisations de pêche — je crois, sénateur Surette, que c'était en Nouvelle-Écosse et ailleurs — ont mis sur pied une variante de ce programme, donc il y a des possibilités là, et cela n'a pas besoin d'être un financement à 100 %.

The last thing I was going to say about the boats, there is a classic example of money staying in a local community: having a boat built. We have six boat builders on Prince Edward Island, and they still have orders a couple years out. That's significant. We want that type of demand to continue.

Senator C. Deacon: Is access to funding an issue at any point for those coming in? The seller can take back a mortgage or a debt on their fleet, and that can certainly help provide them with an income and help the new owner finance it. Are there challenges that you're seeing? I can't believe the price increases on the island. It's just unbelievable.

Mr. MacPherson: Absolutely, it's a challenge, and this is why one of the lines there — and we'll drill this down a little more — is we truly feel food production is food production, and there are a multitude of programs for the agricultural sector and young farmers. There are a few provincial programs, and I'm not knocking them, but when a young farmer can get \$1 million locked in at 3% for 20 years, that is a lot of stability and opportunity that our younger people aren't yet afforded.

It's a common-sense thing; it's all food production. We're world-class players. We're as dependent on export as agriculture is. We produce way more lobster than generally we consume in Canada; these are investments.

Senator C. Deacon: One of the things I worry about is the dramatic increase in lobster population and landings over the last number of years. I just hear what I hear. The lobster tends to be moving north as waters warm. What is being done in terms of tracking population changes and predicting population changes over time? There's no question that a change is occurring, but we found in other situations DFO is not really doing a very good job of managing their fish stock records in a way that gives confidence. We certainly saw that in our sealing report. I'm just wondering what observations you have in the gulf.

Mr. MacPherson: That's an interesting question, because we have just started some lobster tagging to trace. Cape Breton has had a program now for a number of years. The remarks you make are bang on because Massachusetts hardly has a lobster industry anymore. They've all left; it's too warm, and Maine has been dropping for a number of years. We can't just turn a blind eye to that.

La dernière chose que j'allais dire à propos des bateaux, c'est qu'il y a un exemple classique de l'argent qui reste dans une communauté locale, à savoir la construction d'un bateau. Nous avons six constructeurs de bateaux sur l'Île-du-Prince-Édouard, et ils ont encore des commandes pour les prochaines années. C'est important. Nous voulons que ce type de demande continue.

Le sénateur C. Deacon : L'accès au financement est-il un problème à un moment donné pour les nouveaux propriétaires? Le vendeur peut reprendre une hypothèque ou une dette sur une flotte, ce qui peut certainement l'aider à générer un revenu et aider le nouveau propriétaire à obtenir du financement. Constatez-vous des défis? Je n'arrive pas à croire les augmentations de prix sur l'île. C'est tout simplement incroyable.

M. MacPherson : Absolument, c'est un défi, et c'est pour cette raison que l'un des discours que nous entendons là-bas — et nous allons approfondir cela un peu plus —, c'est que nous croyons vraiment que la production alimentaire est la production alimentaire, et qu'il existe une multitude de programmes pour le secteur agricole et les jeunes agriculteurs. Il existe quelques programmes provinciaux, et je ne les critique pas, mais quand un jeune agriculteur peut obtenir 1 million de dollars bloqués à 3 % pendant 20 ans, c'est beaucoup de stabilité et de possibilités que nos jeunes n'ont pas encore.

C'est une question de bon sens : tout cela concerne la production alimentaire. Nous sommes des acteurs de calibre mondial. Nous sommes aussi dépendants des exportations que le secteur agricole. Nous produisons beaucoup plus de homards que ce que nous consommons généralement au Canada : ce sont des investissements.

Le sénateur C. Deacon : L'une des choses qui m'inquiètent est l'augmentation spectaculaire de la population de homards et des prises au cours des dernières années. C'est tout simplement ce que j'entends. Le homard a tendance à se déplacer vers le nord à mesure que les eaux se réchauffent. Qu'est-ce qui est fait en matière de suivi des changements de population et de prévision des changements de population au fil du temps? Il ne fait aucun doute qu'un changement est en cours, mais nous avons constaté que dans d'autres situations, le MPO ne gère pas ses dossiers sur les stocks de poissons d'une manière qui donne confiance. Nous l'avons certainement vu dans notre rapport sur la chasse aux phoques. Je me demande simplement ce que vous observez dans le golfe.

M. MacPherson : C'est une question intéressante, car nous venons de commencer à marquer des homards pour les tracer. Le Cap-Breton a un programme depuis maintenant plusieurs années. Les remarques que vous faites sont tout à fait justes, car le Massachusetts n'a presque plus d'industrie du homard. Ils sont tous partis : il fait trop chaud, et la population au Maine a chuté depuis plusieurs années. Nous ne pouvons pas simplement fermer les yeux là-dessus.

Yes, it's falling on associations. I have a staff of nine. I have four people dedicated year-round to science, and that's science that we're doing that's been downloaded on us.

Senator C. Deacon: It's important you mentioned that. Explain what they're doing that we would probably be expecting DFO would be doing.

Mr. MacPherson: Our science people love doing the science, being out on the water and observing things and doing population studies. And it's not just lobster. It's rock crab, all different things we take part in, but now we're dealing with the procurement hub because we have detailed contracts that we're now responsible for.

Not too many years ago, DFO would say, "Hey, we want to do this project. We need four boats. We'll contract them," and do all that. That's all falling on our shoulders now as an association, so it's a lot, and it pulls people in a lot of different ways.

When you have something new, like if some of our membership says, "This is a gap; can we do this lobster tagging study?" — and we did; we got out and tagged 1,800 lobsters last fall in one particular area, and we're excited about that project and the results, but there's a lot to it, and that also involves equipment.

Senator C. Deacon: Could you explain that study a bit? I'm assuming that when a fisher gets one of those lobsters in their traps, they put them back in the water, do they?

Mr. MacPherson: Yes, our scientists would — we get a special permit for this — go out, catch the lobster and tag them. It's called a streamer tag. It's a very light, small one, and then, as they're caught next spring, we're asking our members to report that information.

Senator C. Deacon: They put them back in the water where they found them?

Mr. MacPherson: Yes.

Senator C. Deacon: And report to the association.

Mr. MacPherson: Early data shows that where lobster typically used to migrate in maybe an 8-kilometre area, we're finding it's more like 18 kilometres. That's a lot of movement, which begs the question why. Is there too much competition for food in the local area, and they keep moving? Things like that.

Oui, cette responsabilité incombe aux associations. J'ai une équipe de neuf personnes. J'ai quatre personnes qui se consacrent toute l'année à la science, et c'est un travail scientifique que nous faisons et qui nous a été confié.

Le sénateur C. Deacon : Il est important que vous l'avez mentionné. Pouvez-vous expliquer ce qu'ils font, mais que nous nous attendrions probablement à ce que le MPO fasse?

M. MacPherson : Nos scientifiques adorent faire le travail, être sur l'eau, observer des choses et réaliser des études de population. Et ce n'est pas seulement le homard. C'est le crabe commun, toutes les différentes choses auxquelles nous participons, mais maintenant nous traitons avec le centre d'approvisionnement, car nous avons des contrats détaillés dont nous sommes maintenant responsables.

Il n'y a pas si longtemps, le MPO disait : « Hé, nous voulons réaliser ce projet. Nous avons besoin de quatre bateaux. Nous les obtiendrons en sous-traitance ». Et c'est ce que le ministère faisait. Tout cela repose maintenant sur nos épaules en tant qu'association, donc c'est beaucoup, et les gens ne savent plus où donner de la tête.

Lorsque vous avez quelque chose de nouveau, comme si certains de nos membres disent : « Il y a un manque; pouvons-nous faire cette étude de marquage des homards? »... et nous l'avons fait. Nous nous sommes rendus sur le terrain et nous avons marqué 1 800 homards l'automne dernier dans une zone en particulier, et nous sommes enthousiasmés par ce projet et les résultats, mais il y a beaucoup de choses à prendre en compte, et ce projet exige également de l'équipement.

Le sénateur C. Deacon : Pourriez-vous expliquer un peu cette étude? Je suppose que lorsqu'un pêcheur attrape l'un de ces homards dans ses pièges, il le remet dans l'eau, n'est-ce pas?

M. MacPherson : Oui, nos scientifiques se rendent sur le terrain — nous obtenons un permis spécial pour cela — pour attraper les homards et les marquer. C'est ce qu'on appelle une étiquette-ruban. C'est une étiquette très légère et petite. Puis, lorsqu'ils sont attrapés au printemps suivant, nous demandons à nos membres de déclarer ces renseignements.

Le sénateur C. Deacon : Les remettent-ils dans l'eau où ils les ont trouvés?

M. MacPherson : Oui.

Le sénateur C. Deacon : Et ils rédigent un rapport à l'intention de l'association.

M. MacPherson : Des données préliminaires montrent que là où les homards migraient généralement dans une zone d'environ 8 kilomètres, il s'agit plutôt de 18 kilomètres. C'est beaucoup de déplacement, ce qui soulève la question du pourquoi. Y a-t-il trop de concurrence pour la nourriture dans la région locale, et continuent-ils à se déplacer? Il s'agit de ce genre de choses.

Senator Surette: I have so many questions, but I'll ask a few quick snappers. Based on the last comment of lobster landings and so on, is mortality an issue for you in P.E.I.? In Nova Scotia, even at the university where I was president, we worked a lot with industry to decrease mortality. There, you don't have to catch more lobster; you can sell the lobster that is living. So, I'm wondering if mortality is an issue in your area as well.

Mr. MacPherson: We have shorter seasons. We have a spring, which is March, April, May and June, and a fall fishery that starts in August for a few months.

In terms of mortality, the program I mentioned earlier had a really positive impact on what we call our fall fishery because the lobster is being kept cool now. You get some pretty hot days in August and September. We might not fish so much in the spring.

Generally, it's not an issue in the spring fishery, because the lobsters have been hibernating all winter, and the water is still very cold. As you know, in Nova Scotia, there are some additional seasons.

Senator Surette: I know many who benefited from the Atlantic Fisheries Fund. Did I understand that the program is ending and they're not sure if it's going to be renewed?

Mr. MacPherson: Yes, and it's extremely disappointing, because it was said to be a budget item, I think, but it didn't show up in the budget, and there's no number beside it. The government did extend it, I believe — maybe even twice — and the last time it was extended, it was really just to wrap up projects; no additional funds were allocated.

One of the things about it — and we'll work with the department on this — is it was generally tailored so that individual harvesters or a group of harvesters could go get a pot of money; it didn't have to be through a university, a big corporation or whatever. My understanding is that they're trying to tighten up some of those parameters so it doesn't get eaten up on big projects that really weren't the intent, because there is a lot of other funding for those types of things. Some really good ideas came out of it.

Senator Surette: Some great ideas.

Le sénateur Surette : J'ai tellement de questions, mais je vais en poser quelques-unes rapidement. En se basant sur le dernier commentaire concernant les prises de homards et ainsi de suite, la mortalité est-elle un problème pour vous à l'Île-du-Prince-Édouard? En Nouvelle-Écosse, même à l'université où j'étais président, nous avons beaucoup collaboré avec l'industrie pour réduire la mortalité. Ainsi, vous n'avez pas besoin de pêcher plus de homards; vous pouvez vendre le homard qui est vivant. Je me demande donc si la mortalité est un problème dans votre région aussi.

M. MacPherson : Nous avons des saisons plus courtes. Nous avons un printemps, qui est mars, avril, mai et juin, et une pêche d'automne qui commence en août pour quelques mois.

En ce qui a trait à la mortalité, le programme que j'ai mentionné plus tôt a entraîné une incidence vraiment positive sur ce que nous appelons notre pêche d'automne, car le homard est maintenant conservé au frais. Vous avez des journées assez chaudes en août et septembre. Il est possible que nous ne pêchions pas autant au printemps.

En général, ce n'est pas un problème dans la pêche printanière, car les homards ont hiberné tout l'hiver et l'eau est encore très froide. Comme vous le savez, en Nouvelle-Écosse, il y a quelques saisons supplémentaires.

Le sénateur Surette : Je connais beaucoup de personnes qui ont profité du Fonds des pêches de l'Atlantique. Ai-je bien compris que le programme se termine et qu'on ne sait pas quand il sera renouvelé?

M. MacPherson : Oui, et c'est extrêmement décevant, car il a été dit que c'était un poste budgétaire, je crois, mais il n'était pas dans le budget, et il n'y a pas de chiffre à côté. Le gouvernement l'a effectivement prolongé, je crois — peut-être même deux fois —, et la dernière fois qu'il a été prolongé, c'était vraiment juste pour terminer des projets; aucun fonds supplémentaire n'a été affecté.

L'une des choses à ce sujet — et nous y travaillerons avec le ministère — est qu'il était généralement conçu de manière à ce que des pêcheurs individuels ou un groupe de pêcheurs puissent obtenir une somme d'argent qui n'avait pas besoin de passer par une université, une grande entreprise ou autre. Je crois comprendre qu'ils essaient de resserrer certains de ces paramètres afin que le fonds ne soit pas englouti dans de grands projets qui n'étaient vraiment pas visés, car il y a beaucoup d'autres fonds pour ce type de choses. De très bonnes idées en sont ressorties.

Le sénateur Surette : De formidables idées.

Mr. MacPherson: We called it the “lobster vitality project.” To let you know, the way that worked is that there was a cap on cost sharing, but there were 10 items, say, that an individual captain could select to install on their boats. Maybe they wanted to spend it all on getting a canopy, or tubes or a livewell — that kind of thing.

Then you’ve got impactful programs that are custom-tailored, whether it’s a 30-year-old boat or somebody adds it to a brand-new boat.

Senator Surette: Getting back closer to the subject we’re talking about — owner-operator —

Mr. MacPherson: I have all day.

Senator Surette: I’m looking forward to your brief. We’ve seen the lease report, and you don’t have to explain to some of us how important the owner-operator and the independent fishery are in some of our communities. I’m from Pubnico, so I know that well from home.

In your brief, will you address where you think there have to be changes to the Fisheries Act and where things can be done by regulations? Do you go into that many details? I’m assuming you’re following the review of the Fisheries Act, and you would likely recommend changes to the Fisheries Act, but some of the things could be done in regulations. Do you identify those?

Mr. MacPherson: We will, for sure. We’re understanding a lot more than we might have in the past that we need a great degree of detail.

One of the complaints from industry has been that, in a lot of cases, we think the regulations are fine, but they’re not being enforced, or they’re not being enforced enough. One of the things that have been frustrating to our group — and this goes back to Gail Shea; unfortunately, she passed away not long ago. That had a seven-year timetable to get out of controlling agreements. Here we are, almost double that time, and I understand that people — “Oh, Senator Cuzner is in a controlling agreement? Well, here is what you need to do. Come back to us.” Are we just making it easy for controlling agreements to start up again or for existing ones to stay in place? Now, you just tick the boxes. That is a lot of the Canadian Independent Fish Harvesters’ Federation — our sole purpose is the protection of the owner-operator.

Senator Surette: I have one last question. Getting back to succession, that seems to be a fairly big issue. If you look at the age of the fishers — what we’ve heard — there could be a big transition there.

M. MacPherson : Nous l’avons appelé le « projet de vitalité des homards ». Pour vous donner une idée, il y avait un plafond sur le partage des coûts, mais il y avait 10 éléments, disons, qu’un capitaine pouvait choisir d’installer sur ses bateaux. Il voulait peut-être tout dépenser pour obtenir un auvent, des tubes ou un vivier — ce genre de choses.

Ensuite, vous avez des programmes percutants qui sont personnalisés, que ce soit pour un bateau de 30 ans ou pour un ajout à un tout nouveau bateau.

Le sénateur Surette : Revenons au sujet à l’étude, les propriétaires-exploitants...

M. MacPherson : J’ai tout mon temps.

Le sénateur Surette : J’ai hâte de recevoir votre mémoire. Nous avons vu le rapport de location, et vous n’avez pas besoin d’expliquer à certains d’entre nous la mesure dans laquelle le propriétaire-exploitant et la pêche indépendante sont importants dans certaines de nos communautés. Je viens de Pubnico, donc je connais bien cela chez moi.

Dans votre mémoire, aborderez-vous les changements nécessaires à la Loi sur les pêches et les mesures pouvant être prises au moyen de règlements? Les expliquerez-vous dans autant de détails? Je suppose que vous suivez l’examen de la Loi sur les pêches, et vous recommanderiez probablement des modifications à cette loi, mais certaines choses pourraient être faites par l’entremise de règlements. Les avez-vous cernées?

M. MacPherson : Nous le ferons, bien sûr. Nous comprenons beaucoup plus qu’auparavant que nous avons besoin de beaucoup de précisions.

L’une des plaintes de l’industrie a été que, dans de nombreux cas, nous pensons que les règlements sont adéquats, mais qu’ils ne sont pas appliqués ou qu’ils ne sont pas suffisamment appliqués. L’une des choses qui ont été frustrantes pour notre groupe — et cela remonte à Gail Shea; malheureusement, elle est décédée il n’y a pas longtemps... Il y avait un calendrier de sept ans pour mettre fin aux ententes de contrôle. Nous y voilà, presque le double de ce temps, et je comprends que les gens se disent que si le sénateur Cuzner est visé par une entente de contrôle, il doit faire telle et telle chose et faire un suivi auprès d’eux. Facilitons-nous simplement la reprise des ententes de contrôle ou le maintien des ententes existantes? Maintenant, il vous suffit de cocher les cases. C’est beaucoup pour la Fédération des pêcheurs indépendants du Canada — notre seul objectif est la protection de l’exploitant-propriétaire.

Le sénateur Surette : J’ai une dernière question. Revenons à la relève, qui semble être un problème assez important. Si vous regardez l’âge des pêcheurs — c’est ce que nous avons entendu —, il pourrait y avoir une grande transition.

You've mentioned that you're looking for a transitional period of 10 years, and you mentioned wanting to be compared to farmers, the farm loan board and so on. Are you advocating for a fish loan board or access to it?

Mr. MacPherson: Yes.

Senator Surette: I am assuming the answer is "yes." If you didn't have a fish loan board, is it still doable for young people to go to the bank and get the money over a 10-year period — easier than it would be for a shorter period?

Mr. MacPherson: There are a few different things there. Ten is kind of an arbitrary number, but paying for a fishing boat maybe isn't the same as land. It could be on the cost.

But one of the things we're looking for is whether there is some way to set up financing such that there's an incentive for a young person to pay it off sooner rather than go the full term. We had a great presentation yesterday from Farm Credit Canada. We understand they're not out there to specifically go head to head with the big banks or credit unions, but they're there to fill the gaps. That's a scenario we have here, too. The business cases are legitimate business cases. That's it.

Senator Surette: How things have evolved. We discussed this a while back with one of our other witnesses — home as well — there was "the bank of Walter Surette" in my home. But the impact on the community was large. Back in the day, the interest was — we were buying lobsters, of course, but it was of interest to keep boats in the community, so to finance some of the boats so you could buy the lobster made sense, but I guess things have evolved, and it's more difficult now. Then you're getting into controlling agreements, which is a big challenge in this day and age.

Mr. MacPherson: Not too many years ago — I forget when the last review was, and this was when you talked about regulations and policy — it was very restrictive. I think you had to be an approved financial — I forget the exact designation, but, basically, it left financing to the big banks, and that was it, no other options. It's our concern that it has been opened up too much, and that's now allowing too many people to get financing in the back door there to bridge those gaps.

I was just going to summarize that there are so many similarities about the seasonal nature of our fisheries, the high investment to get in and the export dependency. Why can't we

Vous avez mentionné que vous voulez obtenir une période de transition de 10 ans, et vous avez dit que vous voulez être comparés aux agriculteurs, à la société de crédit agricole, etc. Plaidez-vous pour une société de crédit pour la pêche ou pour y accéder?

M. MacPherson : Oui.

Le sénateur Surette : Je suppose que la réponse est « oui ». Sans société de crédit pour la pêche, est-il toujours possible pour les jeunes de se rendre à la banque et d'obtenir de l'argent sur une période de 10 ans — plus facilement que ce ne le serait pour une période plus courte?

M. MacPherson : Il y a un certain nombre de choses différentes à cet égard. Dix est un nombre un peu arbitraire, mais payer pour un bateau de pêche n'est peut-être pas la même chose que payer pour un terrain. Cela pourrait être une question de coût.

Mais l'une des choses que nous cherchons à déterminer consiste à savoir s'il existe un moyen de mettre en place un financement, afin qu'il y ait un incitatif pour un jeune à rembourser le prêt plus tôt au lieu d'attendre l'échéance. Nous avons assisté hier à une excellente présentation de Financement agricole Canada. Nous comprenons que l'organisme n'est pas là pour s'opposer directement aux grandes banques ou aux coopératives de crédit, mais qu'il est là pour combler les lacunes. C'est un scénario que nous avons ici aussi. Les analyses de rentabilité sont des analyses de rentabilité légitimes. C'est ce qu'il en est.

Le sénateur Surette : C'est ainsi que les choses ont évolué. Nous en avons discuté il y a quelque temps avec un autre témoin — chez lui aussi. Il y avait « la banque de Walter Surette » chez moi. Mais l'incidence sur la communauté était généralisée. À l'époque, ce qui était important — nous achetions des homards, bien sûr —, c'était de garder des bateaux dans la communauté. Il était donc logique de financer certains des bateaux pour pouvoir acheter le homard, mais je suppose que la situation a évolué et que c'est plus difficile maintenant. On a alors recours à des ententes de contrôle, ce qui est très difficile de nos jours.

M. MacPherson : Il n'y a pas si longtemps — j'oublie quand le dernier examen a eu lieu, et c'est lorsque vous avez parlé de règlements et de politiques —, c'était très restrictif. Je pense qu'il fallait être un financier approuvé — j'oublie la désignation exacte, mais, en gros, cela laissait le financement aux grandes banques, et c'était tout, il n'y avait aucune autre option. Nous sommes préoccupés par le fait que c'est trop ouvert, ce qui permet maintenant à trop de personnes d'obtenir un financement par un moyen détourné pour combler ces lacunes.

Je voulais juste résumer en mentionnant qu'il y a tellement de similitudes concernant la nature saisonnière de nos pêches, le fort investissement nécessaire pour y prendre part et la

just take a few of those programs — in case you're wondering, there are 58 agricultural programs, and we're fighting to have the one program that was really good for the fishery be reinstated. Anyway, I know you understand that.

The Deputy Chair: It's helpful to be allowed to finish answering a question. Thank you for doing that.

Senator C. Deacon: It occurred to me that if you have an accountant who says that the intergenerational transfer right that fishers have is not being applied, I would love them to write to our committee. That's something that a number of us fought very hard for. Wayne Easter actually led that fight as Chair of the House Finance Committee. I have no idea why it would still be a problem. If it is, I would love it to be something that somebody sends a note in about. Please follow up.

Mr. MacPherson: Absolutely, senator. That hole has been plugged — that's great. These are things where we don't usually get into the weeds to that degree. That's private business among families or buyers and sellers, but, at the end of the day, that is something that has been raised before.

The Deputy Chair: It's pertinent to our study, so thank you for asking the question, and thank you for answering it.

Senator Dhillon: Mr. MacPherson, my background is law enforcement, so when I hear about financial pressures, challenges around loans, having difficulty in raising capital, all of those speak to vulnerabilities that then invite possibilities and potential for illicit income or capital. Have you seen any evidence of illicit capital or money laundering entering licensed financing or controlling agreements in P.E.I.?

Mr. MacPherson: You hear of things. I guess P.E.I. was quite isolated from cash sales, but we're starting to hear there is more of that, which is a concern on a couple of fronts. Then lobsters aren't accounted for anywhere, right? More are coming out of the water then.

As for the controlling agreements, the people who put those in place are very savvy. I think there are some pretty glaring examples out there that industry has pointed out, and I understand that forensic audit is expensive and time-consuming, but when you're into things that are so complex that nobody can really figure out where the beneficial interest of that licence is going, shouldn't someone maybe be asking some other questions? In some jurisdictions, somebody who is 19 or 20 years old buying a \$2-million fleet — I'm not saying

dépendance à l'exportation. Pourquoi ne pouvons-nous pas simplement prendre quelques-uns de ces programmes? Au cas où vous vous poseriez la question, il y a 58 programmes agricoles, et nous luttons pour que le seul programme qui était vraiment bon pour la pêche soit rétabli. De toute façon, je sais que vous comprenez cela.

La vice-présidente : Il est utile de pouvoir terminer de répondre à une question. Je vous en remercie.

Le sénateur C. Deacon : Il m'est venu à l'esprit que si vous connaissez un comptable qui dit que le droit de transfert intergénérationnel dont disposent les pêcheurs n'est pas appliqué, j'aimerais qu'il écrive à notre comité. C'est une chose pour laquelle un certain nombre d'entre nous ont lutté très fort. Wayne Easter a en fait dirigé ce combat en tant que président du Comité des finances de la Chambre. Je ne sais pas du tout pourquoi cela peut toujours poser problème. Si c'est le cas, j'aimerais que quelqu'un nous transmette une note à ce sujet. Je vous prie de faire un suivi.

M. MacPherson : Absolument, sénateur. On a pallié cette lacune — c'est super. Ce sont des choses que nous n'examinons généralement pas en détail à ce point. C'est une affaire privée entre familles ou acheteurs et vendeurs, mais, en fin de compte, c'est quelque chose qui a déjà été soulevé auparavant.

La vice-présidente : C'est pertinent pour notre étude, donc merci d'avoir posé la question et merci d'y avoir répondu.

Le sénateur Dhillon : Monsieur MacPherson, je viens du milieu de l'application de la loi, donc quand j'entends parler de pressions financières, de défis liés aux prêts, de la difficulté de lever des fonds, tout cela évoque des vulnérabilités qui se traduisent alors par des possibilités et un potentiel de revenus ou de capitaux illicites. Avez-vous vu des preuves de capitaux illicites ou de blanchiment d'argent dans le cadre d'ententes de financement ou de contrôle autorisées à l'Île-du-Prince-Édouard?

M. MacPherson : On entend des choses. Je suppose que l'Île-du-Prince-Édouard était assez isolée des ventes en espèces, mais nous commençons à entendre qu'il y en a davantage, ce qui est préoccupant sur plusieurs fronts. Les homards ne sont donc pas comptabilisés, n'est-ce pas? Il y en a plus qui sortent de l'eau.

En ce qui concerne les ententes de contrôle, les personnes qui les ont mises en place sont très astucieuses. Je crois qu'il y a des exemples assez flagrants que l'industrie a soulignés, et je comprends qu'une vérification judiciaire est coûteuse et prend beaucoup de temps, mais lorsqu'on est confronté à des choses qui sont complexes au point où personne ne peut vraiment déterminer qui est le véritable bénéficiaire du permis, ne devrait-on peut-être pas poser d'autres questions? Dans certaines provinces, une personne de 19 ou 20 ans qui achète une flotte de

people aren't capable of that. Families and things like that are helping, but some of the numbers don't line up, and the assets don't line up, so where is the money coming from?

Senator Dhillon: Thank you for that. I know it can become a difficult conversation, and in spaces where we're looking to represent and be the voice for many, to speak about some areas that may bring or shed a light that is not so complimentary can be difficult.

I would invite you, as you prepare your brief, to share any kind of summary you can provide to us where you can speak to those particular elements that can be signals to us and to this committee to dive a little deeper and be a bit more investigative around that issue. That would be helpful. This kind of thing can start to fester. If left alone and not dealt with, it can become so far gone that it's very difficult to come back from. Certainly, there are areas of concern over in the Pacific fisheries, but I was curious if that was something that you were seeing on your end.

Mr. MacPherson: On enforcement, we're talking about a whole range of things, but it's all interconnected and something that PEIFA does that I'm quite proud of. It's from a motion from our board of directors. We will actually be asked, if there is an infringement — generally, a more serious one — by conservation and protection officers whether we are willing to provide a victim impact statement. It's not a person, but it's an industry, and we do that without hesitation. Is that filing a statement against one of our own members? Absolutely, but that's how passionate we are and how serious we take it.

We have suggested in the courts that the fines be more severe, that lost fishing days, particularly at the beginning of the season, be a detriment. We have to be serious about illegal activity by anyone. We are talking about sacrificing billions of dollars of a fishery if we don't.

Senator Cuzner: On a point of clarification to a response to one of Senator Deacon's questions, it's not about owner-operator, but with your experience in all other aspects of the fishery, specifically with science, my experience is that for a long time there was a lack of trust in DFO science. No, there was a lack of trust if quotas were reduced. If quotas were increased, the science was good. That is sort of how it worked.

2 millions de dollars — je ne dis pas que c'est impossible... Les familles et ce genre de choses aident, mais lorsque certains chiffres ne concordent pas, tout comme les actifs, alors d'où vient l'argent?

Le sénateur Dhillon : Je vous remercie de ces précisions. Je sais que cela peut devenir une conversation difficile, et, dans des espaces où nous cherchons à représenter et à être la voix de nombreuses personnes, parler de certaines choses qui peuvent mettre en lumière des aspects qui ne sont pas si flatteurs peut être difficile.

Je vous invite, lorsque vous préparerez votre mémoire, à communiquer tout type de résumé que vous pouvez nous fournir où vous pouvez aborder ces éléments qui peuvent être des signaux pour nous et pour ce comité afin d'examiner un peu plus en profondeur cette question. Ce serait utile. Ce genre de chose peut commencer à s'envenimer. Si nous ne faisons rien, la situation peut s'aggraver au point où il sera très difficile de s'en remettre. Chose certaine, il y a des sujets de préoccupation dans les pêches du Pacifique, mais je me demandais si c'était quelque chose que vous constatiez de votre côté.

M. MacPherson : En ce qui concerne l'application de la loi, nous parlons d'un large éventail de choses, mais tout est interconnecté et c'est quelque chose dont l'Association des pêcheurs de l'Île-du-Prince-Édouard, ou PEIFA, se charge et dont je suis plutôt fier. Cela provient d'une motion de notre conseil d'administration. Nous serons en fait interrogés, s'il y a une infraction — généralement une infraction grave —, par les agents de conservation et de protection pour savoir si nous sommes disposés à fournir une déclaration de la victime. Ce n'est pas une personne, mais une industrie, et nous le faisons sans hésitation. Est-ce que cela signifie que nous déposons une déclaration contre l'un de nos propres membres? Absolument, mais c'est la mesure dans laquelle nous sommes passionnés et dans laquelle nous prenons ces choses au sérieux.

Nous avons suggéré devant les tribunaux que les amendes soient plus sévères, que la perte de jours de pêche, en particulier au début de la saison, soit une mesure de dissuasion. Nous devons prendre au sérieux toutes les activités illégales. Nous parlons de sacrifier des milliards de dollars d'une pêche si nous ne le faisons pas.

Le sénateur Cuzner : Pour clarifier une réponse à l'une des questions du sénateur Deacon, il ne s'agit pas des propriétaires-exploitants, mais compte tenu de votre expérience relative aux autres aspects de la pêche, en particulier la science, d'après mon expérience, pendant longtemps, il y a eu un manque de confiance dans la science du MPO. Non, il y avait un manque de confiance lorsqu'on réduisait les quotas. Lorsqu'on les augmentait, la science était bonne. C'est un peu de cette façon que cela a fonctionné.

You nailed it in your exchange with Senator Prosper. You really hit on something. When you have an opportunity to speak fisherman to fisherman, that's where the rubber hits the road. Coming out of your discussions there, did you want to put a group together, both First Nations and traditional fishers, to look at science, and was it denied by DFO? Or did it just not go anywhere? They just sort of walked past it?

Mr. MacPherson: We didn't ask for that. We asked to jointly talk about how we could prevent — because the government was saying we're going to make funds available to First Nations to purchase more access. Our first concern out of the gate was how we could set up some sort of framework so the price of licences doesn't double overnight. What DFO came back with was, "How about some joint science initiatives, no budget?"

This is exactly how it happened, senator. One of the first calls, I think, had over 70 groups on it, Indigenous and non-Indigenous. The second group had maybe 35, and then there were 10 after that because people who have existing projects will just carry on with those. To counter with that, I just thought it was so out of tune with how we could have started a dialogue on something that is important to all communities.

Senator Cuzner: An opportunity to seize the momentum was a missed opportunity.

Mr. MacPherson: When that came up, things were pretty fractured. I won't speak for other communities, but generally, it's based on the outreach of fishing organizations or First Nations to local fishing organizations.

One thing I really bristle at is that DFO — no disrespect, Senator Prosper — will acknowledge traditional Indigenous knowledge, but there is no term for fishers who have fished for four or five generations on the water. It's all knowledge, whether it should all be called traditional or not. Irrespective of that, the input that the harvesters have is not taken seriously enough.

We see differences in mackerel. We see striped bass. I could go on for two hours about striped bass. There are people everywhere, in all your areas, telling you it's a major problem and that it's eating lobster larvae, and we're still kind of going around on that.

Vous avez visé dans le mille dans votre échange avec le sénateur Prosper. Vous avez vraiment touché à quelque chose. Lorsque vous avez l'occasion de parler de pêcheur à pêcheur, c'est là que les choses commencent à chauffer. À la suite de vos discussions, vouliez-vous former un groupe, composé à la fois de Premières Nations et de pêcheurs traditionnels, pour examiner la science, et le MPO a-t-il refusé cette demande? Ou est-ce que cela n'a tout simplement mené nulle part? Le ministère l'a-t-il tout simplement contourné?

M. MacPherson : Nous n'en avons pas fait la demande. Nous avons demandé à discuter ensemble de la manière dont nous pourrions empêcher — car le gouvernement disait que nous allions mettre des fonds à la disposition des Premières Nations pour acheter plus d'accès... Notre première préoccupation dès le départ était de connaître la façon dont nous pourrions mettre en place un cadre afin que le prix des permis ne double pas du jour au lendemain. Ce que le MPO a proposé, c'est : « Que diriez-vous de quelques initiatives scientifiques conjointes, sans budget? »

C'est exactement de cette manière que cela s'est passé, sénateur. L'un des premiers appels, je pense, comptait plus de 70 groupes, autochtones et non autochtones. Le deuxième groupe avait peut-être 35 personnes, puis il y en avait 10 après cela parce que les personnes qui ont des projets existants continueront simplement de les exécuter. Face à cette situation, je me suis tout simplement dit que c'était très déconnecté de la façon dont nous aurions pu commencer un dialogue sur quelque chose qui est important pour toutes les communautés.

Le sénateur Cuzner : On n'a pas saisi l'occasion.

M. MacPherson : Lorsque la question a été soulevée, les choses étaient fracturées. Je ne parlerai pas au nom d'autres communautés, mais, en général, cela dépend du dialogue des organisations de pêche ou des Premières Nations avec les organisations de pêche locales.

Une chose qui me dérange vraiment, c'est que le MPO — sans vouloir manquer de respect, sénateur Prosper — reconnaît le savoir traditionnel des Autochtones, mais il n'existe pas de terme pour les pêcheurs qui ont pêché pendant quatre ou cinq générations sur ces eaux. C'est tout autant une question de savoir, qu'on le qualifie entièrement de savoir traditionnel ou non. Indépendamment de cela, les renseignements fournis par les pêcheurs ne sont pas pris suffisamment au sérieux.

Nous voyons des différences pour ce qui est du maquereau. Nous voyons des bars rayés. Je pourrais parler pendant deux heures du bar rayé. Il y a des gens partout, dans toutes vos régions, qui vous disent que c'est un problème majeur et que ce poisson mange les larves de homard, et nous tournons encore un peu en rond à ce sujet.

For example, that tagging project I mentioned was a \$70,000 project. We did have some of our local associations kick in, but that's a lot of money for organizations to come up with to do a project. But that's the kind of stuff we do because DFO is not doing that kind of stuff for us.

Senator Cuzner: Does the association trust the science when you're engaged in it?

Mr. MacPherson: I'm not a scientist, but I think where some of the disconnect comes from is that we're not adapting quickly enough to changing climatic conditions. The science has to adjust.

One of the big things is that when you're doing your testing, maybe looking at herring or something, and the school went through two weeks earlier now because it's warmer, you will show that you have a depleted resource when maybe it's bounced back quite a bit. But guess what? You needed to be out taking your samples two weeks earlier.

That's the kind of thing and the knowledge that the harvesters can bring to the table. This is what is really happening out on the water, and this is what we need to adapt to.

Senator Cuzner: Right.

Mr. MacPherson: There are a lot of great people in DFO.

Senator Cuzner: Absolutely.

The Deputy Chair: Thank you very much. I appreciate you taking the time, Mr. MacPherson. We have come to the end of our list of questions. Certainly, with your expertise, the discussion today has been helpful toward creating a meaningful study on the topic of the Atlantic fisheries. Thank you for being here and being so helpful.

Mr. MacPherson: My pleasure. Anytime.

The Deputy Chair: We will take a two-minute break to prepare the room if senators can indulge me in a short in camera meeting, please.

(The committee continued in camera.)

Par exemple, le projet de marquage dont j'ai parlé était un projet de 70 000 \$. Certaines de nos associations locales ont apporté une contribution, mais c'est beaucoup d'argent à trouver pour des organisations qui souhaitent réaliser un projet. C'est néanmoins le genre de choses que nous faisons parce que le MPO ne le fait pas pour nous.

Le sénateur Cuzner : L'association fait-elle confiance à la science lorsque vous y participez?

M. MacPherson : Je ne suis pas scientifique, mais je pense que l'un des problèmes vient du fait que nous ne nous adaptons pas assez rapidement aux conditions climatiques changeantes. La science doit s'ajuster.

Un des aspects importants, c'est que lorsque vous effectuez vos essais, peut-être en examinant le hareng ou autre chose, mais que le banc de poissons est passé deux semaines plus tôt parce qu'il fait plus chaud, vous montrerez que vous avez une ressource épuisée alors qu'elle a peut-être rebondi assez fortement. Mais devinez quoi? Vous auriez dû sortir prendre vos échantillons deux semaines plus tôt.

C'est le genre de choses et de connaissances auxquelles les pêcheurs peuvent contribuer. C'est ce qui se passe vraiment sur l'eau, et c'est à cela que nous devons nous adapter.

Le sénateur Cuzner : D'accord.

M. MacPherson : Il y a beaucoup de gens formidables au MPO.

Le sénateur Cuzner : Absolument.

La vice-présidente : Merci beaucoup. Je vous remercie de votre temps, M. MacPherson. Nous sommes arrivés à la fin de notre liste de questions. Chose certaine, grâce à votre expertise, la discussion d'aujourd'hui aura été utile pour réaliser une étude significative au sujet des pêches dans l'Atlantique. Merci de votre présence et de votre aide précieuse.

M. MacPherson : Je vous en prie. Je suis toujours à votre disposition.

La vice-présidente : Nous allons faire une pause de deux minutes pour préparer la salle afin de nous réunir brièvement à huis clos, si les sénateurs me le permettent.

(La séance se poursuit à huis clos.)